

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CÔTE D'IVOIRE 2020

AU 31 DÉCEMBRE 2020

I - TABLEAU D'ACTIVITÉS ET DE RÉSULTATS

COMPTE DE RÉSULTAT*

Données financières en millions (MXOF)

| | 2019 | 2020 | Valeur | △ 2020/2019 |
|-------------------------------------|---------|---------|----------------|---------------|
| Produit Net Bancaire | 150 316 | 164 062 | 13 746 | 9,1% |
| Frais Généraux | -77 884 | -80 732 | -2 848 | 3,7% |
| Résultat Brut d'Exploitation | 72 432 | 83 330 | 10 898 | 15,0% |
| Coût du Risque | -12 170 | -23 926 | -11 756 | 96,6% |
| Résultat avant Impôt | 60 250 | 58 221 | -2 029 | - 3,4% |
| Impôt | -9 997 | -9 786 | 211 | - 2,1% |
| Résultat Net | 50 253 | 48 435 | -1 818 | - 3,6% |

VARIATION 2020 - 2019

ENCOURS CLIENTÈLE (En encours fin de période)*

Données financières en millions (MXOF)

| | 2019 | 2020 | Valeur | △ 2020/2019 |
|-------------------------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Crédit de la clientèle | 1 554 447 | 1 608 491 | 54 044 | 3,5% |
| Dépôt de la clientèle | 1 692 627 | 2 006 281 | 313 654 | 18,5% |

VARIATION 2020 - 2019

*Chiffres provisoires

ENCOURS CLIENTÈLE (En encours moyens)

Données financières en millions (MXOF)

| | 2019 | 2020 | Valeur | △ 2020/2019 |
|-------------------------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Crédit de la clientèle | 1 299 798 | 1 447 414 | 147 616 | 11,4% |
| Dépôt de la clientèle | 1 578 007 | 1 836 530 | 258 523 | 16,4% |

VARIATION 2020 - 2019

NB : les états financiers présentés n'intègrent pas les données des filiales au regard de leur taille non significative (moins de 2% du total bilan)

II - COMMENTAIRES

L'activité économique et financière mondiale a connu en 2020 de fortes perturbations liées à la propagation de la pandémie COVID 19. Les Etats à travers le monde s'organisent en vue de lutter efficacement contre cette pandémie et d'en limiter ses conséquences sur l'économie mondiale. Les pouvoirs publics ivoiriens et la Banque Centrale ont ainsi pris différentes mesures visant à réduire la propagation de cette pandémie et à atténuer son impact sur le financement de l'économie et le système bancaire.

Dans ce contexte, plusieurs actions ont été déployées par Société Générale Côte d'Ivoire dans la lignée des mesures prises par les Pouvoirs Publics et la Banque Centrale. Ainsi, Société Générale Côte d'Ivoire a notamment, depuis début mars 2020, adapté progressivement son dispositif en (i) veillant tout d'abord à la protection de ses salariés et clients (distribution de matériels de protection, campagne de sensibilisation aux gestes barrières, orientation des opérations clientèles vers les canaux digitaux, activation de sites de repli pour séparation des équipes, etc.), (ii) assurant l'accompagnement de tous ses clients dans leurs activités et besoins bancaires (mise en place d'un dispositif

spécial pour étudier les demandes de reports d'échéance, etc.) et (iii) agissant comme un acteur responsable à travers la réalisation de dons aux structures hospitalières ivoiriennes.

L'ensemble de ces mesures permet aujourd'hui à Société Générale Côte d'Ivoire de continuer son activité et d'assumer son rôle d'acteur économique de confiance.

Dans cet environnement exceptionnel marqué par la crise sanitaire, Société Générale Côte d'Ivoire démontre une excellente résilience de ses résultats 2020 :

- Société Générale Côte d'Ivoire affiche de bonnes performances commerciales qui se traduisent par la hausse des encours moyens de crédits (+11%) et des encours moyens de dépôts (+16%) comparés à l'exercice 2019 maintenant ainsi sa position de leader dans le secteur bancaire avec des parts de marchés sur les Crédits et Dépôts respectivement de 18,7% et 17% (statistiques à 12/2020 communiquées par APBEF-CI) ;
- le Produit Net Bancaire de Société Générale Côte d'Ivoire progresse de +9% comparé à l'exercice précédent soutenu par (i) une croissance de +16% de la marge nette d'intérêts (hausse constatée sur l'ensemble des marchés couverts par la Banque et dans la lignée des pushes métiers définis sur le Retail et la PME

couplée, par ailleurs, à une bonne maîtrise des coûts de refinancement) et (ii) une bonne résistance des commissions et autres produits portées notamment par l'ensemble des commissions de services (Comptes, Monétiques, Banque à Distance, moyens de paiements, Trade...).

Conformément aux instructions du régulateur, la Banque n'a pas comptabilisé de produits d'intérêts durant la période de report sollicitée par les clients dans le cadre de la mesure de report d'échéances des créances des établissements de crédit affectées par la pandémie du Covid-19 (cf. avis n005-04-2020 BCEAO) ;

- les Frais de gestion sous-jacents demeurent contenus dans leur ensemble avec une progression de 4% par rapport à 2019 faisant ainsi écho à une série de mesures d'économies mises en place de manière conjoncturelle (ralentissement de certains projets qui redémarreront en 2021, baisse des déplacements, etc.) et des rationalisations de coûts désormais structurelles (renégociation fournisseurs, optimisation et digitalisation de process, etc.). Ainsi, le coefficient d'exploitation ressort à 49,2% en amélioration de -261 bps par rapport à son niveau de 2019 qui s'affichait à 51,8%.
- le Coût du risque commercial ressort à 165 points de base en 2020 (94 bps en 2019) soit un coût net du risque de 23 926 Millions FCFA (12 170 millions FCFA en 2019) reflétant l'approche prudente adoptée par la Banque découlant du contexte spécifique lié à la pandémie. Cette hausse s'explique majoritairement par l'augmentation des provisions en lien avec l'évolution du portefeuille crédit et la comptabilisation d'une provision spécifique de 6 208 millions FCFA liée aux effets économiques de la crise sanitaire (provision spécifique pour risques et charges affectées à des clients bien identifiés, évoluant dans les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire (cf. Note COVID-19) – réintégré fiscalement. Retraité de cet élément spécifique, le coût net du risque ressortirait à 122 bps en 2020.

Au final, la Banque achève l'exercice 2020 sur un Résultat net de 48 435 Millions FCFA, en repli de -3,6% comparé à l'exercice précédent sous l'effet d'un coût net du risque en forte croissance. Retraité de la provision spécifique, le résultat net ressortirait à 54,6 Milliards FCFA et la dynamique de croissance du résultat net ressortirait alors à +7% vs 2019.

Fort des performances réalisées en 2020 et tenant compte des incertitudes liées à l'ampleur et à la durée de la pandémie de COVID-19 et dans le respect des recommandations du Régulateur en matière de distributions de dividendes d'une part, compte tenu du niveau très confortable de notre ratio de solvabilité d'autre part, il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de la Banque la distribution d'un dividende brut par action de 405 FCFA en hausse de 35% par rapport à 2019 (300 FCFA), soit un taux de distribution du résultat net 2020 de 26% (vs 19% en 2019).

III - PERSPECTIVES

L'année 2020 a été marquée par une pandémie exceptionnelle qui a dégradé de manière générale l'environnement économique et entraîné un impact important sur le coût net du risque de l'exercice. L'année 2021 sera une nouvelle année de mobilisation face à l'évolution incertaine de la pandémie encore active en ce début d'année et dont les impacts économiques et sociaux pourraient être profonds.

Toutefois, Société Générale Côte d'Ivoire bénéficie de nombreux atouts pour faire face à cette crise sanitaire : (i) la solidité de son niveau de capital avec un ratio de solvabilité (14,23%) largement au-dessus des normes réglementaires (10,375%); (ii) la solidité de sa position de liquidité avec un niveau de réserves de liquidité confortable et des ratios de liquidité supérieurs aux normes réglementaires ; (iii) un portefeuille de crédits de qualité et diversifié en termes d'expositions sectorielles. Fort de ses fondamentaux, en 2021, Société Générale Côte d'Ivoire entend poursuivre la bonne exécution de son plan stratégique RISE.

Ainsi, nos principales priorités s'articuleront autour de l'animation de notre raison d'être visant à :

- satisfaire au mieux nos clients en travaillant notamment sur la réduction des délais et l'équipement en canaux digitaux ;
- poursuivre nos actions d'inclusion financière avec le renforcement de notre présence en Province notamment et en soutenant l'insertion professionnelle et culturelle ;
- demeurer un employeur responsable pour l'ensemble de nos collaborateurs investis chaque jour dans le développement de notre établissement.

IV - COVID-19

Face à une crise sanitaire moins virulente qu'en Europe, les pouvoirs publics ivoiriens ont très rapidement pris des mesures visant à limiter la progression de la crise sanitaire et son impact sur l'activité économique. Ces mesures ont été progressivement allégées à partir de mi-mai 2020. En parallèle, le gouvernement ivoirien a établi un plan de riposte économique avec notamment (i) la mise en place d'un fonds de soutien au secteur agricole et aux PME (650 milliards FCFA), (ii) la suspension des taxes et impôts dus, (iii) la suspension du paiement des factures d'électricité et d'eau pour l'ensemble de la population, (iv) la gratuité des transferts d'argent, augmentation des seuils de mouvements mobile money, et (v) la demande aux banques de reporter sans frais les échéances des clients qui en font la demande.

Dès l'émergence de la crise sanitaire et des mesures gouvernementales dans le cadre du Plan de Riposte Sanitaire, Société Générale Côte d'Ivoire a souhaité mesurer l'impact de cette crise sur son portefeuille de crédits, afin de prendre les mesures permettant d'anticiper la matérialisation de ce risque sur les encours de crédit.

Les premières analyses réalisées par des économistes et des cabinets d'étude externes ont démontré la grande sensibilité de certains secteurs (aérien, hôtellerie) à la crise, et une résilience hétérogène entre secteurs. Dès lors, une approche sectorielle a permis d'envisager un traitement différencié par secteur : si certains secteurs ont affiché des difficultés très vite après le confinement du Grand Abidjan (notamment le secteur du transport), qui se sont matérialisés dans la foulée dans des situations de défaut au cours du T2 2020 et du S2 2020, d'autres secteurs ont affiché une capacité à absorber ce choc sanitaire à court terme mais laissent entrevoir des difficultés à venir du fait des répercussions de la crise dans la durée (tensions de trésorerie, baisse de la demande mondiale). Cette approche sectorielle a consisté à identifier (i) les secteurs qui seront fragilisés à court terme, (ii) les secteurs dont la fragilité ne se matérialisera qu'à moyen terme compte tenu des ressources dont disposent les acteurs du secteur, et (iii) les secteurs qui devraient afficher une résilience relative à court et moyen terme à la crise.

Il est apparu prudent de constater l'incidence comptable de la probabilité de défaut des contreparties qui devraient souffrir de la crise du fait du choc exogène que constitue la crise sanitaire, en provisionnant dès l'exercice 2020, les contreparties dont le risque généré par la situation de 2020 ne se matérialiserait probablement par une situation de défaut qu'en 2021.

La prise en compte de la détérioration projetée du risque de crédit découlant du contexte spécifique lié à la pandémie Covid-19 s'est matérialisée par la comptabilisation d'une provision spécifique de 6,2 milliards FCFA basée sur une appréciation économique des risques encourus sur des clients et secteurs bien identifiés et touchés par la pandémie.

V - ANNEXES : ÉTATS FINANCIERS

ACTIFS

VARIATION 2020 - 2019

Données financières en millions (MXOF)

| | 2019 | 2020 |
|---|------------------|------------------|
| Caisse, Banque Centrale, CCP | 65 779 | 218 108 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 396 280 | 432 090 |
| Créances interbancaires et assimilées | 18 984 | 16 812 |
| Créances sur la Clientèle | 1 554 447 | 1 608 491 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 15 079 | 10 683 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 21 | 1 121 |
| Actionnaires ou associés | 0 | 0 |
| Autres actifs | 15 424 | 20 554 |
| Comptes de régularisation | 10 286 | 12 175 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 4 264 | 4 481 |
| Parts dans les entreprises liées | 178 | 178 |
| Prêts subordonnés | 9 187 | 8 667 |
| Immobilisations incorporelles | 3 023 | 3 306 |
| Immobilisations corporelles | 59 698 | 60 530 |
| TOTAL | 2 152 649 | 2 397 195 |

PASSIFS

VARIATION 2020 - 2019

Données financières en millions (MXOF)

| | 2019 | 2020 |
|--|------------------|------------------|
| Banque centrale, CCP | 0 | 0 |
| Dettes interbancaires et assimilées | 170 150 | 62 003 |
| Dettes à l'égard de la clientèle | 1 692 627 | 2 006 281 |
| Dettes représentées par un titre | 0 | 0 |
| Autres passifs | 34 641 | 32 442 |
| Comptes de régularisation | 35 418 | 29 909 |
| Provisions | 8 759 | 16 404 |
| Emprunts et titres émis subordonnés | 0 | 0 |
| Capitaux propres et ressources assimilées | 211 053 | 250 155 |
| Capital souscrit | 15 556 | 15 556 |
| Primes miées au capital | 2 429 | 2 429 |
| Reserves | 66 225 | 73 763 |
| Écarts de réévaluation | 0 | 0 |
| Provisions réglementées | 160 | 160 |
| Report à nouveau (+/-) | 76 431 | 109 813 |
| Résultat de l'exercice (+/-) | 50 253 | 48 435 |
| TOTAL | 2 152 649 | 2 397 195 |

HORS BILAN**VARIATION 2020 - 2019**

Données financières en millions (MXOF)

| | 2019 | 2020 |
|----------------------------|---------|---------|
| ENGAGEMENTS DONNÉS | 396 892 | 551 492 |
| Engagements de financement | 82 217 | 164 015 |
| Engagement de garantie | 314 675 | 387 477 |
| Engagements sur titres | 0 | 0 |
| ENGAGEMENTS REÇUS | 674 469 | 747 331 |
| Engagements de financement | 0 | 0 |
| Engagement de garantie | 674 469 | 747 331 |
| Engagements sur titres | 0 | 0 |

NB : les états financiers présentés n'intègrent pas les données des filiales au regard de leur taille non significative (moins de 2% du total bilan)

COMPTE DE RÉSULTAT***MONTANTS NETS**

Données financières en millions (MXOF)

| | 2019 | 2020 |
|--|---------|---------|
| Intérêts et produits assimilés | 111 812 | 132 398 |
| Intérêts et charges assimilées | -28 535 | -36 473 |
| Revenus des titres à revenu variable | 978 | 1 182 |
| Commissions (produits) | 49 419 | 51 296 |
| Commissions (charges) | -1 798 | -3 328 |
| Gains ou pertes nets sur opérations des portefeuilles de négociation | 4 253 | 2 685 |
| Gains ou pertes nets sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés | -26 | -630 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 17 984 | 19 523 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | -3 771 | -2 590 |
| Produit Net Bancaire | 150 316 | 164 062 |
| Subventions d'investissement | | |
| Charges générales d'exploitation | -69 532 | -70 901 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | -8 352 | -9 832 |
| Frais Généraux | -77 884 | -80 732 |
| Résultat brut d'exploitation | 72 432 | 83 330 |
| Coût du risque | -12 170 | -23 926 |
| Résultat d'exploitation | 60 262 | 59 404 |
| Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés | -11 | -1 182 |
| Résultat avant impôt | 60 250 | 58 221 |
| Impôts sur les bénéfices | -9 997 | -9 786 |
| Résultat net | 50 253 | 48 435 |

Projet d'affectation du Résultat de l'exercice clos au 31 Décembre 2020

| | |
|---|------------------------|
| Résultat net de l'exercice (FCFA) | 48 435 026 708 |
| Report à nouveau antérieur (FCFA) | 109 813 075 705 |
| Bénéfice à répartir | 158 248 102 413 |

Affectation

| | |
|--|-----------------|
| Réserve spéciale (15% du résultat net de l'exercice) | 7 265 254 006 |
| Dividendes bruts aux actionnaires (FCFA) | 12 599 999 550 |
| Report à nouveau (FCFA) | 138 382 848 857 |

| | |
|---|------------|
| Taux de distribution | 26% |
| Nombre d'action | 31 111 110 |
| Dividende brut par action (en F CFA) | 405 |

